



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 18/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INTERNATIONAL PAPER MORTAGNE SAS (IPEL)

ZI Nord - BP 78
2 rue Paul Sabatier
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : AV/MV/2024/C_187
Code AIOT : 0005401698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement INTERNATIONAL PAPER MORTAGNE SAS (IPEL) implanté 2 RUE PAUL SABATIER 71107 CHALON SUR SAONE CEDEX 71100 CHALON-SUR-SAONE. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERNATIONAL PAPER MORTAGNE SAS (IPEL)
- 2 RUE PAUL SABATIER 71107 CHALON SUR SAONE CEDEX 71100 CHALON-SUR-SAONE
- Code AIOT : 0005401698

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

International Paper Emballage Laurent est spécialisée dans la fabrication d'emballages dans les segments de l'industrie, de l'agroalimentaire, des boissons et des fruits et légumes.

Le site est soumis à autorisation et son exploitation est notamment encadrée par les arrêtés préfectoraux :

- arrêté préfectoral modificatif du 13 février 2001 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2018 (rubrique ICPE, garanties financières, limitation des déchets) ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2023 (rejets aqueux - RSDE).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la visite des installations et des extérieurs, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra veiller à respecter les organisations des stockages de palettes qui sont présentées lors de l'inspection et notamment celui localisé en face d'un restaurant (ERP). Au droit de la même zone, un important stockage de GRV vides devra être évacué.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	VLE rejets et fréquence - Rejet EU	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	VLE rejets et fréquence - Rejets EP	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Suivi des émissions - eau	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.6	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.3.4	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.10	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 13/02/2001, article 4.1.2 / 4.2.2 / 4.3	Sans objet
7	Nuisances sonores	AP Complémentaire du 13/02/2001, article 5.3 et 5.4	Sans objet
8	Limitation des déchets	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite des non-conformités sont relevées portant sur :

- l'absence de données pour les paramètres au sein de l'application GIDAF : fluoranthène, étain, indices phénols, tributylétain cation, pentachlorobenzène, glyphosate et tributylphosphate (janvier à octobre 2024) et non respect de la fréquence de surveillance des AOX et cyanures totaux, une seule analyse a été faite au lieu de la fréquence trimestrielle requise ;
- l'absence de contrôle de la qualité des eaux pluviales en 2023 (semestrielle) et non réalisé à la date de la visite ;

- l'absence de registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé (station interne et séparateurs d'hydrocarbures a minima) ;

- l'absence de liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et indiquant les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

De plus, plusieurs demandes de compléments sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suite de la précédente visite observation n°1 : Il est rappelé que les modifications notables doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leurs réalisations avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat 2023 : RAPPEL DU CONSTAT : Par courrier du 24/07/2020, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à la déclaration d'un stockage de palettes bois.</p> <p>Le 16/12/2021, le compte-rendu du SDIS 71 suite à leur venue sur le site le 05/11/2021 a été transmis à l'inspection. Dans cet avis, des compléments repris ci-dessous sont demandés à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour la défense incendie du stockage de palettes : une proposition de calcul des besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le stockage extérieur de palettes ; une mesure de débit simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 ; une étude des flux thermiques sur l'incendie de stockage de palettes ; une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ; une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus. • Pour la défense incendie du bâtiment VIGNA : une proposition de calcul des besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le bâtiment ; une mesure de débit simultanée des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert; une étude des flux thermiques sur l'incendie généralisé du bâtiment ; une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ; une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus. <p>En l'absence de réception de ces compléments, un courrier a été transmis à l'exploitant le 21 juin 2022.</p>

Interrogé sur ce dossier, le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'un bureau d'étude a été mandaté pour fournir les compléments demandés. Il précise que le SDIS a également été réinterrogé sur les besoins en eau en cas d'incendie sur le site.

L'inspection rappelle que l'ensemble des éléments rappelés ci-dessus sont indispensables à l'administration pour instruire valablement le dossier et juger du caractère substantiel ou non des modifications apportées au site.

Non-conformité n°3 : l'ensemble des éléments d'appréciation n'a pas été apporté au préfet dans le cadre des modifications des conditions de stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues apportées sur le site.

NOUVEAU CONSTAT : L'exploitant présente le jour de la visite une version projet de son dossier de porter à connaissance complété. L'inspection consulte ce document le jour de la visite et indique que ce document devra à nouveau être complété par :

- une transmission des résultats des mesures en simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert ;
- une justification que les besoins en eau peuvent être assurés ;
- les notes de calcul évoquées ci-dessus ;
- les notes explicatives évoquées ci-dessus ;

=> CONSTAT NON SOLDE

Constat 2024 :

Constat 01-28112024 : depuis la visite d'inspection du 14 novembre 2023, l'exploitant n'a pas transmis la mise à jour du porter à connaissance avec les éléments demandés.

L'exploitant a travaillé avec son bureau d'études pour la réorganisation des entreposages des palettes par îlots. Il travaille également sur la standardisation des palettes, afin de réduire le nombre de référence client et donc le nombre de palettes et permettre moins de stockage sur place et plus de rotation.

L'exploitant n'a pas acquis les données de mesures en simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212.

Il propose de faire venir le SDIS71 sur le site également.

Il est rappelé par l'inspection la nécessité de déposer en préfecture le porter à connaissance complété des éléments suivants :

- une transmission des résultats des mesures en simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert ;
- une justification que les besoins en eau peuvent être assurés ;
- les notes de calcul :

sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ;

sur les besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le bâtiment ;

- les notes explicatives :

une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source

d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus ;

les études des flux thermiques sur l'incendie généralisé du bâtiment VIGNA et des stockages palettes selon l'ancienne et la nouvelle organisation.

CONSTAT TOUJOURS NON SOLDE

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 01-28112024 : demande de complément : le porter à connaissance mis à jour avec les éléments demandés doit être transmis à la préfecture (et copie DREAL) au plus tôt. Avant ce dépôt, l'exploitant transmettra sous 2 mois un justificatif qu'il a demandé ou fait réaliser les mesures en simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : VLE rejets et fréquence - Rejet EU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejet EU

Paramètre	Valeur	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit maximal journalier (m³/j)	50	Instantané	En continu	M
pH	5,5 - 8,5	Instantané	En continu	M
Température	< 30 °C	Instantané	En continu	M
Couleur	Modification ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l	Instantané	-	-

Paramètre	C o d e S A N D R E	Concentratio n journalière maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité de la mesure	Fréquence d e transmission
MES	1305	600	30000	J	M
DBO5	1313	800	40000	H	M
DCO	1314	2000	100000	J	M
Azote global	1551	150	7500	M	M
Phosphore total	1350	50	2500	M	M
I n d i c e p h é n o l s	1440	0,3	15	A	A
Cyanures totaux	1390	0,1	5	T	T
Plomb	1382	0,1	5	A	A
Cuivre	1392	0,15	7,5	H	M
Chrome	1389	0,1	5	A	A
Nickel	1386	0,2	10	A	A
Zinc	1383	0,8	40	H	M
Manganèse	1394	1	50	A	A

Etain	1380	2	100	A	A
F e r + Aluminium	7714	5	250	H	M
AOX	1106	1	50	T	T
Hydrocarbur es totaux	7009	5	250	M	M
Benzène	1114	0,05	2,5	A	A
Fluoranthène	1191	0,025	1,25	A	A
Naphtalène	1517	0,13	6,5	A	A
Pentachloro benzène	1888	0,025	1,25	A	A
Somme des HAP	7088	0,025	1,25	A	A
Tributylétain cation *	2879	0,025	1,25	A	A
Glyphosate	1506	0,028	1,4	A	A
Tributylphos phate	1847	0,082	4,1	A	A
Somme des xylènes	1780	0,05	2,5	A	A

(*) Cette substance dite dangereuse est visée par un objectif de suppression des émissions, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.

Constats :

Rappel du constat 2023 :

Par courrier électronique du 08/11/2023, l'exploitant demande une révision de certaines de ces VLE fixées sur les paramètres DCO, MES et NGL.

Il indique que :

- la station, installée en 2012, n'a pas été conçue pour traiter les paramètres biologiques (DCO, DBO5 et NGL),
 - que le rejet est dirigé vers la station de traitement du Grand Chalon,
 - que la capacité de cet ouvrage est importante et permet de traiter les paramètres biologiques.
- Le rapport d'exploitation de la Station du Grand Chalon démontre cette capacité,
- que le concept de sa station a été expliqué et approuvé par les autorités.

Il précise également le jour de la visite que le taux d'abattement de la station du grand Chalon est de 95% pour la DBO5, 93% pour la DCO et 84% pour l'azote.

L'inspection rappelle que l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement.

L'exploitant devra ainsi à minima compléter sa demande en transmettant l'accord du gestionnaire à recevoir les effluents de l'exploitant dans les conditions sollicitées ainsi qu'une mise à jour de la convention de rejet.

Constat 2024

Constat 02-28112024 : depuis la visite d'inspection du 14 novembre 2023, l'exploitant n'a pas complété sa demande avec :

- à minima l'accord du gestionnaire à recevoir les effluents de l'exploitant dans les conditions sollicitées ainsi qu'une mise à jour de la convention de rejet ;

- une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement ;

L'exploitant indique avoir reçu du Grand Chalon la mise à jour de la convention de rejets mais que cette nouvelle convention n'a pas modifié les valeurs limites d'émission mais les fréquences de contrôle pour certains paramètres.

L'exploitant indique également qu'il va reprendre contact avec les services du Grand Chalon pour obtenir leur accord concernant sa demande de révision de certaines de ces VLE fixées sur les paramètres DCO, MES et NGL.

Concernant les résultats de l'autosurveillance, il est relevé sur l'année 2024 (janvier à octobre) :

Constat 03-28112024 :

- 4 dépassements du débit (sur 305 mesures), dont le maximum constaté est de 62 m³/j en octobre 2024. Les dépassements de septembre et d'octobre s'expliquent par les phases de redémarrage de l'usine ou par une pluviométrie intense. A noter que depuis 2023 le compteur permet un relevé 7 jours sur 7 (avant le dispositif totaliseur comptabilisé le lundi les volumes du week-end, il y avait souvent des dépassements, une trentaine dans l'année) ;

- 9 dépassements en température (sur 299 mesures) avec un maximum relevé de 33°C en août et septembre 2024 ;

- 17 absences de mesure du pH (pas de dépassements de la plage 5,5 - 8,5) ;

- 7 dépassements (sur 299 mesures) de la DCO avec un maximum de 2552 mg/l en février 2024 (inférieur à 2 x VLE) ;

- 15 dépassements sur 48 mesures de la DBO5 (soit 31 % de non-conformités) avec un maximum de 1560 mg/l en mars 2024 (inférieur à 2 x VLE) et 2 dépassements de la VLE en flux avec un maximum de 44,66 kg/j en janvier 2024 (inférieur à 2 x VLE) ;

- 7 dépassements en azote total sur 11 mesures (soit 64 % de non-conformités) avec un maximum de 185 mg/l en janvier 2024 (inférieur à 2 x VLE) ;

Pour les autres polluants, les données GIDAF appellent les remarques suivantes :

Constat 04-28112024 : non-conformité : il est constaté :

- l'absence de données pour les paramètres : fluoranthène, étain, indices phénols, tributylétain cation, Pentachlorobenzène, glyphosate et tributylphosphate (janvier à octobre) or l'exploitant indique que les paramètres en contrôle annuel ont été analysés en mai 2024 ;

- le non respect de la fréquence de surveillance des AOX et cyanures totaux, une seule analyse a été faite au lieu de la fréquence trimestrielle requise.

A noter que les résultats en cuivre sont conformes sous GIDAF (relevé hebdomadaire). Toutefois, l'exploitant fait réaliser une mesure journalière et indique que sur les 10 premiers mois de 2024, il est relevé 8 dépassements de la VLE (sur environ 200 mesures) avec un maximum de 0,42 mg/l

(presque 3 x la VLE).

Il explique les dépassements ponctuels par :

- la production : l'impression métallique or, à certaines périodes de l'année, augmente la charge en cuivre ;
- la rupture d'approvisionnement en décomplexant. Un travail est donc réalisé avec VEOLIA pour sécuriser l'approvisionnement en produits pour la station.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 02-28112024 et 03-28112024 : l'exploitant complètera sa demande avec les éléments demandés (accord du gestionnaire, évaluation des incidences...).

Constat 04-28112024 : l'exploitant justifiera de la réalisation des analyses des paramètres concernés pour l'année 2024. S'il ne s'agit pas d'un oubli dans le report des paramètres, il fera réaliser au plus tôt l'analyse des paramètres manquants.

Pour les AOX et les cyanures totaux, l'exploitant devra respecter les fréquences trimestrielles imposées dans son arrêté préfectoral. Il transmettra un justificatif que cette fréquence a bien été prise en compte par son prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : VLE rejets et fréquence - Rejets EP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°7 à 15 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.3.5)

Paramètres	Code SANDRE	Concentration instantanée (en mg/l)	Périodicité de la mesure
pH	-	5,5 - 8,5	A
Température	-	< 30 °C	A
DBO5	1313	40	A
DCO	1314	125	A

MES	1305	35	A
HCT	7009	5	A

Constats :

Constat 05-28112024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas fait réaliser les contrôles de la qualité des eaux pluviales en 2023.

L'exploitant a indiqué avoir reçu récemment les flaconnages et les glacières pour réaliser les prélèvements sur les 8 points de rejet. Il attend les conditions météorologiques favorables pour la réalisation des prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 05-28112024 : l'exploitant réalise les prélèvements en décembre 2024 et communiquera à réception les résultats de la campagne d'analyses sur les eaux pluviales pour les 8 points de rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suivi des émissions - eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant :

- identifie les sources de rejets en MES, DCO, Azote total, Cyanures totaux, Cuivre, Zinc, Fer + Aluminium, AOX ;
- met en place des moyens propres à limiter ces rejets et définit les éléments permettant d'apprécier la situation ;
- vérifie régulièrement le bon fonctionnement ou l'application des moyens visant à réduire le rejet en MES et à limiter l'impact de la sédimentation dans les réseaux.

L'étude relative à la sédimentation est réalisée et transmise à l'inspection des installations classées.

Un bilan annuel des mesures, contrôles et travaux réalisés dans le cadre de cet article est réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Depuis 2023, l'exploitant a recherché les sources de rejets en MES et cuivre. Pour les MES, des problèmes de sédimentation étaient liés au canal de mesure assez ancien et placé sous terre de l'autre côté de la route. Le nouveau canal de mesure installé dans la station permet de démontrer que les MES ne viennent pas de rejets d'effluents industriels, les résultats sont désormais conformes à la VLE. Pour le cuivre, les dépassements restant proviennent probablement des encres "or" utilisées pour certaines impressions.

Constat 06-28112024 : l'exploitant n'a pas avancé sur l'identification des sources de rejets en DCO, Azote total, Cyanures totaux, Zinc, Fer + Aluminium, AOX. De plus, l'absence de mesures trimestrielles sur les rejets d'AOX et cyanures totaux ne permettent pas de déterminer si les paramètres sont toujours ciblés comme étant problématiques.

Lors de la visite, il indique que l'azote (un des paramètres pour lesquels l'exploitant demande une révision des VLE) pourrait potentiellement venir des encres utilisées.

En 2023, le bilan annuel des mesures, contrôles et travaux réalisés a bien été présenté. En 2024, les mesures et contrôles sont présentés en visite.

Constat 07-28112024 : l'exploitant n'a pas formalisé le bilan annuel 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 06-28112024 : l'exploitant doit rechercher les sources de rejets en DCO, Azote total, Cyanures totaux, Zinc, Fer + Aluminium, AOX. Dans un premier temps, il doit se concentrer sur la DCO et l'azote global, paramètres pour lesquels il demande une révision des VLE afin de compléter sa demande de modification des VLE de novembre 2023. Les autres paramètres ne présentent actuellement pas de dépassements des VLE au regard des analyses présentées (attention toutefois en l'absence de contrôle trimestriel des AOX et des cyanures totaux cette conformité ne peut être totalement assurée).

Constat 07-28112024 : l'exploitant formalisera par écrit le bilan annuel 2024 comme en 2023, il ajoutera si nécessaire les améliorations et travaux réalisés en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

[...]

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat 08-28112024 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constat 09-28112024 : l'exploitant indique que les curages des 2 séparateurs ont été réalisés en 2024 mais n'a pas pu présenter les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 08-28112024 : l'exploitant mettra en place un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux à savoir la station interne ainsi que les 2 séparateurs d'hydrocarbures, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Il transmettra une copie de ce registre sous 2 mois.

Constat 09-28112024 : l'exploitant transmet sous 2 mois les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités du curage des 2 séparateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2001, article 4.1.2 / 4.2.2 / 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Article 4.1.2

Installations de combustion

Les installations thermiques de l'établissement soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel n°98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des

chaudières de puissance comprises entre 400 kW et 50 MW sont résumées dans le tableau ci-après :

Installations	Puissance thermique (MW)	Combustibles utilisés (teneur en soufre maxi)	Point de rejet Hauteur (m)	Point de rejet Diamètre (m)
Générateur n° 1 L a u r e n t P r i n c i p a l	7.2	gaz naturel	15	0.75
Générateur n° 2 Laurent Principal	5.1	gaz naturel	15	0.6
Générateur n° 3 Vigna	2.3	gaz naturel	12	0.5

Article 4.2.2

Normes de rejet - Installations de combustion

Les gaz rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

Paramètres à contrôler	Valeurs limites
Vitesse minimale des gaz	5 m/s à plein régime
	Concentration (*) (mg/Nm ³)
Poussières	5
NOx	225 au 1 ^{er} janvier 2005
Oxydes de soufre équivalent SO ₂	35

(*) Valeurs rapportées à une valeur de 3 % d'oxygène en volume dans les gaz résiduels.

Article 4.3

Contrôles périodiques

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode

gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Constats :

Rappel du constat 2021 :

Dans le PAC modifié de septembre 2021, l'exploitant porte à la connaissance du Préfet, l'arrêt du générateur 3 Vigna, de 2,3 MW.

L'exploitant devra conserver les justificatifs du retrait ou d'élimination des produits ou déchets et des équipements de ce générateur. Ces éléments pourront être demandés lors de prochaines visites.

L'exploitant indique que dans le cadre d'un projet d'investissement, la chaudière (générateur n°1) Laurent principal n'est plus utilisée depuis 2018. Le temps des travaux, c'est le générateur n°2 de 5,2 MW qui est utilisé.

Une non-conformité (possibilité de prélèvement) sur la cheminée de ce générateur a été levée durant l'été 2021.

Le projet d'investissement sera terminé fin 2021 au plus tard premier trimestre 2022. L'exploitant n'a pas encore décidé si le générateur n°1 sera relancé ou s'il sera démantelé.

Le dernier contrôle des générateurs a été réalisé en 2018.

Le prochain contrôle est programmé le 18 octobre 2021 sur le seul générateur actuellement utilisé (générateur n°2 de 5,2 MW).

L'exploitant transmettra le rapport du prestataire à l'inspection des installations classées dès réception.

La VLE en NOx sera abaissée en 2025, elle sera de 150 mg/Nm3 (contre 225 mg/Nm3 actuellement) et il y aura une VLE pour le paramètre CO de 100 mg/Nm3 (Directive européenne 2015/2193, dire directive «MCP»).

Le dernier contrôle des générateurs a été réalisé en 2018. Le prochain contrôle est programmé le 18 octobre 2021.

Le délai des 3 ans sera respecté.

La Directive européenne 2015/2193, dire directive « MCP » relative aux installations de combustion moyenne transposée en droit français par l'arrêté ministériel 2910 D du 3 août 2018 impose la surveillance du CO (monoxyde de carbone).

Concernant IPEL, en application de l'article 2 de l'AM 2910 D, cet arrêté n'est pas applicable dans la mesure où les installations de combustions soumises à déclaration font partie d'un site soumis au régime de l'autorisation.

Dans ce cas, c'est l'arrêté préfectoral qui doit prescrire les dispositions imposées par la Directive

MCP. Or l'APAE ne prescrit pas la surveillance du CO. Cette obligation sera intégrée lors d'une prochaine révision de l'APAE.

Constat 2024 :

L'exploitant a présenté le dernier contrôle de la chaudière de 5,4 MW (générateur 2), réalisé par APAVE le 12 octobre 2023. Les résultats des mesures indiquent des rejets conformes aux VLE de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ; à noter que l'exploitant fait contrôle le CO.

Le générateur 1, chaudière de 7,2 MW n'a jamais été remise en service. L'exploitant n'a pas envisagé son démantèlement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra envisager le retrait et le démantèlement des générateurs non utilisés. Dans tous les cas, une remise en service de ces générateurs ne pourra pas être réalisée sans avoir fait contrôle les installations concernées en amont du redémarrage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2001, article 5.3 et 5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 5.3 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Zones concernées	Niveau limite en dB(A) De 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Niveau limite en dB(A) De 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Limites de l'établissement	70dB	60dB

Article 5.4 - CONTRÔLES PERIODIQUES

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations. Le cas échéant, à la suite de ces mesures, l'exploitant fait procéder aux mesures correctives nécessaires.

Une première mesure est réalisée en 2001.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de la dernière campagne de mesures acoustiques réalisée par APAVE les 4 et 5 novembre 2024. L'étude est bien réalisée en période de jour et de nuit (travail en 3x8). Un point est placé au sud du site en zone à émergence réglementaire (zone d'habitation). Les résultats présentés indiquent des niveaux sonores en limites de propriété de jour comme de nuit conformes aux VLE de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Le calcul de l'émergence montre également la conformité au point placé en ZER.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Limitation des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2018, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Article 3.1 - Déchets dangereux

La quantité maximale de déchets dangereux stockés sur le site est de 40 tonnes.

Type de déchets	Code des déchets	Mode de stockage	Quantité maximale stockée sur le site (tonnes)
Gaz en récipients à pression contenant des substances dangereuses	16 05 04*	Caisse	0,1
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	15 01 10*	Emballages sur palettes ou conteneur	0,6
Equipements électriques ou	20 01 35*	Caisse	0,5

électriques ou électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux			
Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	20 01 21*	Caisse	0,1
Liquides aqueux de nettoyage	12 03 01*	Conteneur	0,2
Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	13 01 10*	Conteneur	1,5
Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	08 01 11*	Fûts ou seaux	0,5
Boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses	11 01 09*	Big bag	36

*déchets dangereux au sens de l'article R.541-42 du code de l'environnement.

Article 3.2 - Déchets non dangereux

La quantité maximale de déchets non dangereux stockés sur le site est de 70 tonnes.

Type de déchets	Code des déchets	Mode de stockage	Quantité maximale stockée sur le site (tonnes)

Déchets provenant de la production et de la transformation du papier, de carton et de la pâte à papier : refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique	03 03 10	Benne	2
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) : emballages en papier/carton	15 01 01	Benne	28
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) : emballages en bois	15 01 03	Benne	0,5
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et administrations) y compris les fractions collectées séparément : papier et cartons	20 01 01	Benne	29
Déchets municipaux (déchets ménagers	20 01 40	Benne	8

(déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et administrations) y compris les fractions collectées séparément : métaux			
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et administrations) y compris les fractions collectées séparément : déchets municipaux en mélange	20 03 01	Benne	2,5

Constats :

Lors de la visite, il a été procédé au contrôle par sondage du respect des deux tableaux.

Concernant les déchets dangereux, le choix s'est porté sur le stockage des boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses est limité à 36 tonnes, mode de stockage en big-bags.

Les boues et gâteau de filtration ne sont plus stockés en big-bag mais en bennes. Le mode de fonctionnement de récupération des boues a été modifié. Une benne est présente dans la station, elle reçoit les boues au fur et à mesure. Une deuxième benne est en attente à l'extérieur (soit vide, soit pleine et bâchée). Une benne peut contenir jusqu'à 12 tonnes, soit au maximum sur site 24 tonnes de boues et gâteaux de filtration.

Les bennes sont remplacées 2 fois par semaine.

L'exploitant indique que les bigs-bags contraignaient le fonctionnement de la station le week-end.

Concernant les déchets non dangereux, le contrôle est fait sur les emballages en papier/ carton et papier / carton. Les papiers/ cartons et emballages papier/carton sont compactés et compressés sur site. Au maximum, 40 tonnes sont présentes sur site soit 2 camions de 20 tonnes. Il est constaté dans les registres 49 enlèvements par mois (jusqu'à 2 fois par jour).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Systèmes de détection et extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositives de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions de l'article 4.10 du présent arrêté sont applicables aux installations existantes dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, soit depuis le 1^{er} janvier 2024.</p> <p>L'exploitant indique la présence de détection incendie dans les locaux électriques, au droit de la cour à palettes. Le bâtiment principal dispose d'une protection incendie par sprinkler.</p> <p>La détection incendie est contrôlée par l'entreprise CHUBB et l'installation par sprinkler de protection incendie par 2AI.</p> <p>Constat 11-28112024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas dressé de liste de ses détecteurs avec leur fonctionnalité et indiquant les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 11-28112024 : l'exploitant dressera sous 2 mois la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et indiquant les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Il transmet cette liste à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois